

PROBLEMATIQUE DE LA RESILIENCE DES COMMERÇANTS DEGUERPIS A DALOA. (CENTRE- OUEST DE LA COTE D'IVOIRE)

KAMARA Siaky Motihé

Université Jean Lorougnon GUEDE (Daloa/Côte d'Ivoire), UFR Sciences Sociales et Humaines (SSH), Département de Sociologie-Anthropologie, siakym2016@gmail.com.

Résumé

Dans un contexte de réaménagement urbain visant à améliorer la circulation et à assainir les espaces publics, les autorités locales ont mis en place des mesures pour réguler l'occupation du domaine public par les commerçants. Ces derniers, qui dépendent souvent de cette activité pour leur subsistance, se retrouvent confrontés à de nombreuses difficultés, traduisant ainsi une précarité accrue. La présente étude vise à analyser les stratégies de résilience des commerçants déguerpis dans la commune de Daloa. Pour ce faire, elle s'inscrit dans une approche mixte mobilisant la recherche documentaire, l'observation, l'enquête et les entretiens, à l'aide d'outils appropriés. Ce travail a permis d'identifier trois types de vulnérabilités auxquelles ces commerçants sont exposés : la vulnérabilité économique, sociale et psychologique. L'étude a également mis en lumière les perceptions des commerçants concernant la recolonisation des sites. Il ressort que les difficultés de réinstallation sur les sites officiels, l'influence des pairs et le retard dans l'aménagement des nouveaux sites sont des facteurs déclencheurs du retour sur les anciens emplacements. Enfin, l'étude a révélé que les commerçants, face aux opérations de déguerpissement, ont mobilisé plusieurs mécanismes d'adaptation, parmi lesquels le recours à l'emprunt d'argent constitue le principal, représentant 29,17 % des stratégies évoquées. Il ressort de cette étude que les stratégies de résilience des commerçants varient en fonction des types de vulnérabilités auxquels ils sont confrontés.

Mots-clés : *stratégies de résilience, vulnérabilité, commerçants, déguerpis, alimentations*

Abstract

Against the backdrop of urban redevelopment aimed at improving traffic flow and revitalizing public spaces, local authorities have implemented measures to regulate the use of public spaces by street vendors. These vendors, who often depend on this activity for their livelihood, now face numerous challenges, reflecting their increasingly precarious situation. This study aims to analyze the resilience strategies of displaced street vendors in the municipality of Daloa. To this end, it employs a mixed-methods approach combining literature review, observation, surveys, and interviews, using appropriate tools. This work identified three types of vulnerabilities to which these vendors are exposed: economic, social, and psychological vulnerability. The study also highlighted the vendors' perceptions regarding the reoccupation of the sites. It appears that the difficulties of resettling at official sites, peer influence, and delays in the development of new sites are factors driving a return to the old locations. Finally, the study revealed that, in the face of eviction efforts, merchants have employed several coping mechanisms, the most common of which is borrowing money, accounting for 29.17% of the strategies mentioned. The study shows that merchants' resilience strategies vary depending on the types of vulnerabilities they face.

Keywords: *resilience strategies, vulnerability, shopkeepers, evicted residents, food supplies*

Introduction

Depuis plusieurs décennies, les villes africaines connaissent une urbanisation rapide marquée par une forte croissance démographique, l'extension des espaces bâtis et l'intensification des mobilités humaines. Selon le rapport des Nations Unies sur les villes durables, plus de la moitié de la population africaine vivra en milieu urbain à l'horizon 2050 (UN-Habitat, 2022 : 11). Cette dynamique urbaine s'accompagne toutefois de nombreuses difficultés structurelles liées à l'insuffisance des infrastructures, à la faiblesse des politiques de planification urbaine et à la montée du chômage dans les centres urbains. Dans ce contexte, le secteur informel apparaît comme un espace majeur de survie économique pour les populations précaires des villes africaines (M. Chen, 2012 : 4).

En Afrique subsaharienne, l'économie informelle représente aujourd'hui une part considérable des activités économiques urbaines. Selon l'Organisation Internationale du Travail, plus de 85 % des emplois urbains non agricoles relèvent du secteur informel dans plusieurs pays africains (OIT, 2023 : 18). Cette situation traduit l'incapacité des économies formelles à absorber la main-d'œuvre croissante issue de l'exode rural et de la croissance démographique urbaine. Ainsi, les activités commerciales de rue, les petits métiers urbains et les marchés spontanés constituent des mécanismes essentiels d'insertion économique et sociale pour des milliers de ménages urbains (K. Meagher, 2013 : 9).

Dans les villes ouest-africaines, l'espace public est progressivement devenu un support central des activités économiques populaires. Les trottoirs, les carrefours, les abords des routes et les espaces marchands spontanés sont quotidiennement investis par des commerçants exerçant diverses activités de vente. Selon J.-F. Steck (2008 : 21), le commerce informel structure profondément les dynamiques économiques urbaines en Afrique de l'Ouest et contribue fortement à l'approvisionnement des populations urbaines. Au-delà de sa fonction économique, il constitue également un espace de sociabilité, de solidarité et de construction des relations sociales dans les quartiers populaires (I. Lindell, 2010 : 36).

Cependant, cette appropriation informelle des espaces publics entre fréquemment en contradiction avec les politiques contemporaines de modernisation et de réorganisation urbaines mises en œuvre par les autorités publiques. Dans plusieurs villes africaines, les pouvoirs publics développent des programmes d'assainissement et d'aménagement visant à améliorer la circulation, renforcer l'attractivité urbaine et restaurer l'ordre spatial. Ces politiques donnent souvent lieu à des opérations de déguerpissement touchant principalement les commerçants installés sur les emprises publiques (C. Skinner, 2008 : 14). Comme le soulignent S. Roeber et C. Skinner (2016 : 364), les vendeurs de rue apparaissent fréquemment comme les principales victimes des politiques urbaines d'exclusion et de contrôle des espaces publics.

Dans plusieurs métropoles africaines telles que Lagos, Dakar, Accra, Nairobi ou Abidjan, les campagnes de déguerpissement se sont multipliées ces dernières années au nom de l'assainissement urbain et de la modernisation des villes (C. Bénit-Gbaffou, 2016 : 192). Pourtant, de nombreuses recherches montrent que ces opérations produisent des conséquences sociales importantes sur les populations concernées. Elles entraînent notamment des pertes de revenus, la destruction des installations commerciales, la désorganisation des réseaux économiques et une aggravation des conditions de précarité des ménages concernés (R. Bromley, 2000 : 7 ; V. Crossa, 2009 : 48).

En Côte d'Ivoire, les crises politico-militaires successives, l'augmentation du chômage urbain et la pauvreté croissante ont fortement contribué à l'expansion du secteur informel. Selon la Banque mondiale, l'économie informelle représente aujourd'hui plus de 80 % des emplois urbains du pays (Banque mondiale, 2022 : 27). Dans les principales villes ivoiriennes, les espaces publics sont progressivement devenus des lieux privilégiés d'activités commerciales permettant à de nombreux ménages de faire face aux difficultés économiques. Toutefois, cette occupation des espaces publics est également perçue par les autorités comme une source d'encombrement urbain, d'insalubrité et d'insécurité routière (A. Kouamé, 2021 : 59).

C'est dans cette perspective que plusieurs villes ivoiriennes, notamment Abidjan, Bouaké, San Pedro et Daloa, ont connu d'importantes

opérations de déguerpissement au cours des dernières années. Ces interventions visent officiellement à améliorer la mobilité urbaine, assainir les espaces publics et réorganiser les activités commerciales (Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2021 : 44). Cependant, ces opérations affectent principalement les populations vivant des activités informelles, qui disposent rarement de mécanismes suffisants de protection sociale ou d'accompagnement économique (C. Agossou, 2017 : 102).

La ville de Daloa illustre particulièrement cette situation. Quatrième agglomération de Côte d'Ivoire et principal carrefour économique du Centre-Ouest ivoirien, Daloa connaît une croissance démographique rapide favorisée par les migrations internes et sous-régionales (Institut National de la Statistique (INS), 2022 : 17). Cette croissance démographique accentue les difficultés de gestion urbaine et favorise l'extension des activités économiques informelles dans plusieurs quartiers de la ville. Les quartiers Commerce, Tazibouo et surtout Lobia sont aujourd'hui fortement marqués par l'occupation informelle des espaces publics par les commerçants.

Face à cette situation, les autorités locales ont engagé plusieurs opérations de déguerpissement destinées à libérer les emprises publiques et à faciliter la circulation urbaine. À Daloa, ces opérations ont particulièrement touché les commerçants installés dans le quartier Lobia. Selon le rapport de la Direction régionale de l'urbanisme, plus de 25 000 personnes ont été affectées par les opérations de déguerpissement menées dans la ville en 2023, dont près de 10 000 commerçants (D. Yaya, 2023 : 12). Malgré les dispositifs de recasement proposés par les autorités municipales, plusieurs commerçants continuent cependant de revenir occuper les anciens espaces déguerpis.

Cette réoccupation récurrente des sites déguerpis révèle non seulement les limites des politiques de réinstallation, mais également les capacités d'adaptation développées par les commerçants face aux situations de crise et de précarité. Elle met en évidence des mécanismes de résilience construits autour des réseaux sociaux, des solidarités communautaires, des stratégies économiques alternatives et des logiques de survie urbaine. La notion de résilience occupe aujourd'hui une place importante dans les sciences sociales contemporaines. Initialement utilisée dans les sciences

physiques puis dans la psychologie, elle désigne la capacité d'un individu ou d'un groupe à faire face à une situation de crise et à reconstruire ses conditions d'existence malgré l'adversité (M. Rutter, 1987 : 318 ; B. Cyrulnik, 2001 : 23). Dans les sciences sociales, cette notion a progressivement été mobilisée pour analyser les capacités d'adaptation des populations confrontées aux catastrophes, aux crises économiques, aux déplacements forcés et aux situations de précarité urbaine (C. Folke, 2006 : 255).

Dans une perspective sociologique et anthropologique, la résilience ne se limite pas aux capacités psychologiques individuelles. Elle implique également des dimensions sociales, économiques et relationnelles fondées sur les ressources mobilisées par les acteurs sociaux pour faire face aux situations de vulnérabilité (P. Bourdieu, 1980 : 2). Les réseaux sociaux, les solidarités familiales et les mécanismes communautaires deviennent alors des ressources essentielles de reconstruction économique et sociale. Cette approche rejoint également la théorie de l'acteur-réseau développée par M. Callon (1986 : 201) et B. Latour (2005 : 75), selon laquelle les acteurs construisent leur capacité d'action à travers des réseaux d'interactions mobilisant des ressources humaines, économiques et institutionnelles.

Par ailleurs, l'approche des capacités développée par A. Sen (1999 : 87) permet de comprendre que la vulnérabilité des commerçants déguerpis ne résulte pas uniquement de la pauvreté monétaire, mais aussi de la limitation de leurs possibilités réelles d'action, d'autonomie et de participation économique. Le déguerpissement réduit leurs opportunités économiques et fragilise leurs capacités à maintenir des conditions de vie stables.

Ainsi, cette étude s'inscrit dans une perspective théorique articulant les approches de la résilience sociale, des réseaux sociaux et des capacités afin d'analyser les stratégies développées par les commerçants déguerpis du quartier Lobia à Daloa. Elle cherche à comprendre comment ces acteurs sociaux mobilisent des ressources économiques, sociales et relationnelles pour faire face aux conséquences du déguerpissement et reconstruire leurs activités.

Dès lors, la question principale de cette recherche est la suivante : comment les commerçants déguerpis du quartier Lobia à Daloa développent-ils des stratégies de résilience face aux opérations de déguerpissement ?

De cette interrogation centrale découlent les questions spécifiques suivantes :

- À quels types de vulnérabilités les commerçants déguerpis du quartier Lobia sont-ils confrontés après les opérations de déguerpissement ?
- Quelles sont les raisons qui expliquent la réoccupation des sites déguerpis par certains commerçants ?
- Quels mécanismes d'adaptation et de résilience ces commerçants mobilisent-ils pour reconstruire leurs activités économiques et sociales ?

1. Méthodologie

Cette étude a été menée dans la ville de Daloa. Le choix de cette ville n'est pas fortuit. En effet, Daloa constitue l'un des principaux centres urbains du Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire et le chef-lieu de la région du Haut-Sassandra. La ville se caractérise par une forte dynamique commerciale liée à son rôle de carrefour économique entre plusieurs localités du pays. Par ailleurs, Daloa a connu, ces dernières années, plusieurs opérations de déguerpissement visant à réorganiser l'espace urbain et à lutter contre l'occupation anarchique du domaine public. Ces opérations ont particulièrement touché certains quartiers, dont celui de Lobia, où de nombreux commerçants exerçaient leurs activités. Cette situation a entraîné des perturbations importantes dans les activités économiques de ces acteurs. Ainsi, la présence de nombreux commerçants affectés par ces opérations et les stratégies qu'ils développent pour reconstruire leurs activités font de Daloa, et plus précisément du quartier Lobia, un terrain pertinent pour mener notre étude. Située au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire, à environ 410 km d'Abidjan, Daloa est limitée au nord par Vavoua, au sud par Issia, à l'est par Bouaflé et à l'ouest par Zoukougbeu. Selon les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) (2021 : 23), la ville compte plus de 421 000 habitants répartis dans plus de 30

quartiers pour une superficie de 5.305 hectares, ce qui correspondait à une densité de 52 habitants /km². L'étude a été menée de février à novembre 2025 dans le quartier de Lobia, en raison de la pluralité des marchands déguerpis afin d'avoir plusieurs données diversifiées.

La tradition de recherche adoptée est mixte. L'enquête ethnographique a porté sur un échantillonnage de choix raisonné de 08 individus, voir tableau I:

- Agents de la police municipale : pour avoir participé directement aux opérations de déguerpissement dans le quartier Lobia ;
- Le chef de service de la réglementation à la mairie : pour sa capacité à fournir des informations administratives et juridiques sur les décisions de déguerpissement ;
- Les commerçants réinstallés : en raison de leur statut de commerçants déguerpis et avoir repris leur activité sur le site initial.

48 individus sélectionnés (tableau II) au moyen des techniques de type accidentel ont participé à l'enquête par questionnaire. En accord avec la méthodologie qualitative, les techniques de collecte de données ont été mobilisées notamment : la recherche documentaire, des entretiens semi-directifs (individuels), et l'observation. Concernant la recherche documentaire, les données ont été extraites de diverses sources telles que des sites internet, des articles scientifiques, des rapports de master et de thèse, ainsi que des études menées par des institutions, notamment des ONG et des associations humanitaires. Par ailleurs, des ouvrages méthodologiques en sciences humaines et sociales ont contribué à l'ancrage épistémologique de ce travail.

Les données issues des entretiens individuels approfondies ont été transcrites et saisies suivant un canevas. Les données verbales ont été enregistrées à l'aide d'un dictaphone et transcrites intégralement en français par la suite pour tous les entretiens. Une analyse de contenu a été ensuite réalisée. Le traitement des données quantitatives (compilation, apurement et calcul des indicateurs) a été effectué à l'aide du logiciel Excel.

Tableau I : *Tableau récapitulatif des membres de l'échantillon qualitatif*

Participants	Nombre
Agents de la police municipale	03
Le chef de service de la réglementation à la marie	01
Les commerçants réinstallés sur les sites déguerpis	04
Total	08

Source : *notre étude, 2025*

Tableau II : *Tableau récapitulatif des membres de l'échantillon quantitatif*

Participants	Nombre
Vendeur(s) de téléphone	08
Gérante de cave	01
Propriétaire de l'entreprise assurance moto	01
Quincaillers	03
Restaurateur (s)	05
Coiffeur (e)	05
Cordonniers et vendeurs de chaussures	04
Couturier (e)	01
Vendeur (e) d'habits	13
Poissonnier	01
Gérant de lavage	01
Gérant orange money	01
Ferronnier	01
Vendeur(e) de produits cosmétiques	01
Vendeur (e) d'objet en plastique	02
Total	48

Source : *notre étude, 2025*

2. Resultats

2.1. Caractéristiques sociodémographiques des déguerpis

Pour l'ensemble des déguerpis (tableau III), les résultats indiquent que 56 % des enquêtés sont des hommes contre 44 % de femmes. Globalement, par rapport au niveau d'instruction des déguerpis, ce sont ceux ayant atteint le niveau d'instruction secondaire qui sont les plus représentées (35 %). En ce qui concerne la situation matrimoniale, la grande majorité des déguerpis (67%) sont mariées. Plus de sept déguerpis sur dix (73%) sont chef de ménage au moment de l'enquête.

Tableau III : Répartition des déguerpis selon le sexe, le niveau d'instruction, et la situation matrimoniale, le statut de chef de ménage et le nombre d'enfants scolarisés dans le ménage à Daloa, 2025.

Caractéristiques démographiques	sociaux	
	48	%
Sexe		
Féminin	21	44
Masculin	27	56
Niveau d'instruction		
Jamais scolarisée	10	21
Ecole coranique	2	4
Primaire	8	17
Secondaire	17	35
Supérieur	11	23
Situation matrimoniale		
Célibataire	12	25
Actuellement mariée	32	67
Veuve	4	8
Chef de ménage		
Oui	35	73

Non	13	27
Statut résidentiel		
Locataire	39	81
Propriétaire	9	19
Enfants scolarisés		
Garçons de [3 à 5 Ans]	3	7
Fille de [3 à 5 Ans]	4	8
Garçons de [6 à 14 Ans]	12	25
Fille de [6 à 14 Ans]	13	28
Garçons de [15 à 18 Ans]	10	20
Fille de [15 à 18 Ans]	6	12

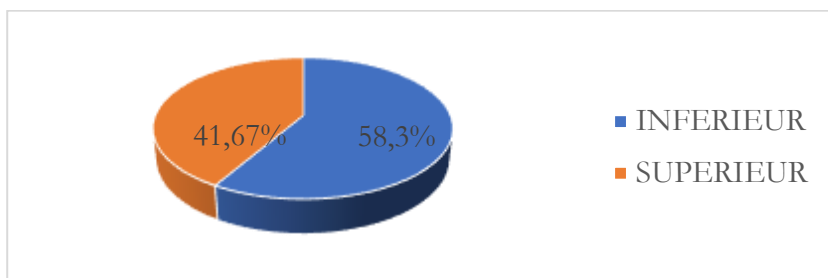
Source : Notre étude, 2025

2.2. Identification des formes de vulnérabilités auxquelles les commerçants de Guerpis de Lobia sont confrontés

2.2.1. Vulnérabilité économique

2.2.1.1. Revenu mensuel par rapport au Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG)

Graphique 1 : Revenu mensuel par rapport au SMIG



Source : Notre étude, 2025

À la question de savoir le revenu mensuel des commerçants après le déguerpissement par rapport au SMIG, il ressort que 58,3% d'entre eux

déclarent un revenu inférieur au SMIG, contre 41,7% qui gagnent un revenu supérieur à ce seuil. Les données recueillies auprès des commerçants de Lobia révèlent un fait préoccupant : depuis le déguerpissement dont ils ont été victimes, la majorité d'entre eux estiment que leurs revenus mensuels sont désormais inférieurs au SMIG comme nous le constatons avec le graphique 1. L'incapacité des commerçants déguerpis à atteindre le revenu mensuel stable reflète une situation de précarité économique liée à la baisse fréquentation des nouveaux lieux de vente ce qui réduit leur clientèle. En outre, l'impossibilité d'atteindre même le SMIG questionne la place réelle des petits commerçants dans l'économie nationale. Bien qu'ils contribuent à l'animation économique locale, à la lutte contre le chômage et à la survie de nombreuses familles, leur statut reste informel, non reconnu, non protégé. Ils sont donc les grands oubliés des politiques sociales, exposés aux risques sans recours ni accompagnement, ce qui entretient un cycle de pauvreté durable.

2.2.1.2. Manifestation des difficultés économiques rencontrées

La manifestation des difficultés rencontrées par les commerçants déguerpis se traduit à travers plusieurs aspects de leur quotidien.

Tableau IV : Manifestation des difficultés économiques rencontrées

Difficultés rencontrées	N	%
Difficultés à payer la scolarité	9	19
Difficultés à payer le loyer	21	44
Difficultés à acheter le la nourriture	7	14
Difficultés à payer les soins médicaux	8	17
Autre	3	6
Total	48	100

Source : Notre étude, 2025

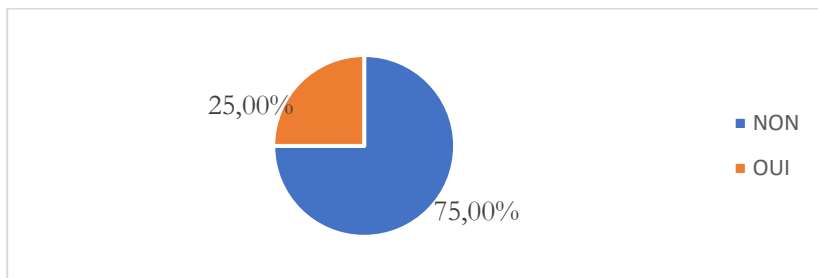
Les résultats du tableau IV mettent en exergue les difficultés économiques rencontrées par les commerçants. Sur un total de 48 enquêtés, la difficulté la plus fréquemment mentionnée est le paiement de loyer avec 21 personnes soit 44%, ensuite, 19% des enquêtés évoquent des difficultés à assurer la scolarité de leurs enfants, les soins médicaux arrivent en troisième position avec 8 personnes soit 17%. En outre, 14% affirment avoir du mal à se nourrir et enfin 6% mentionnent d'autres difficultés mais tout aussi pesantes. L'observation du terrain et les données collectées à travers le tableau ci-dessus indiquent que la majorité des commerçants de Lobia peinent à faire face aux charges essentielles de leur quotidien, notamment le paiement du loyer, la scolarisation des enfants et l'accès aux soins de santé. Cette situation, loin d'être isolée, s'inscrit dans une configuration socio-économique marquée par la précarité, l'informalité et l'absence de couverture sociale structurée. Pour finir, les difficultés rencontrées par les commerçants de Lobia dans la gestion des charges comme le loyer, la scolarité et la santé ne relèvent pas seulement d'une mauvaise gestion individuelle, mais traduisent une précarité structurelle liée à la nature de l'économie informelle, à l'absence de dispositifs sociaux adaptés, et à la pression des rôles sociaux. Comprendre cette réalité invite à réfléchir à des réponses collectives et institutionnelles plus solides pour soutenir ces acteurs économiques essentiels à la vie locale.

2.2.2. La vulnérabilité sociale

2.2.2.1. Appartenance à un groupe social (associations ; ONG)

L'appartenance à un groupe sociale désigne le fait pour une personne de faire partie d'un ensemble social structuré, (association, groupe d'entraide, d'un groupe professionnel etc.). Cela implique des liens sociaux, un sentiment d'identité partagée et soutien moral, matériel etc.

Graphique 2 : l'appartenance à un groupe sociale



Source : *notre étude, 2025*

L'analyse de ce graphique montre que 75% des commerçants déguerpis interrogés n'appartiennent à aucun groupe social contre seulement 25% qui déclarent appartenir à un tel groupe. Cette répartition met en lumière deux réalités sociales distinctes ayant des incidences différentes sur la vulnérabilité sociale des commerçants déguerpis. L'étude de terrain révèle que de nombreux commerçants déguerpis de Lobia n'appartiennent à aucun groupe d'entraide formel ou informel, qu'il s'agisse des ONG, les associations de solidarité, de coopératives, ou de groupements communautaires. Cette absence d'insertion dans des structures collectives constitue un facteur aggravant de vulnérabilité. Les groupes jouent un rôle fondamental dans la gestion collective de l'incertitude. Ils permettent à leurs membres de faire face aux chocs (maladie, décès, perte d'activité), d'épargner de manière solidaire, d'avoir accès au crédit, ou encore de bénéficier d'un soutien moral et symbolique. Le fait que 75 % des enquêtés n'appartiennent à aucun groupe formel montre que les structures de solidarité sont faibles, désorganisées dans le quartier Lobia.

2.2.3. La vulnérabilité psychologique

Le tableau ci-dessous présente la forme de vulnérabilité psychologique exprimée par les commerçants au moment du déguerpissement et dans la période qui a suivie.

Tableau V : tableau présentant les réactions avant et après du déguerpissement

Vulnérabilités psychologiques	N	%
Réactions au moment du déguerpissement		
Colère	34	71
Tristesse	12	25
Autre	2	4
Total	48	100
Reactions après le déguerpissement		
troubles de sommeil	27	56
Perte d'appétit	5	10
Anxiété Permanente	9	19
Autre	7	15
Total	48	100

Source : notre étude, 2025

Il ressort du tableau V qu'au moment du déguerpissement, la réaction la plus prédominante est la colère exprimée par 71% des répondants, suivie de la tristesse avec 25%. Une minorité avec 4% évoque d'autres émotions (choc). Après déguerpissement les troubles psychologiques persistent sur d'autres formes : les troubles du sommeil touchent plus la moitié des enquêtés avec 56%, l'anxiété permanente avec 19%. La perte d'appétit (10%) et d'autres réactions (15%). Tous ces effets concernent l'ensemble des 48 personnes interrogées. Ces réactions émotionnelles exprimées ne sont pas anecdotiques : elles sont des indicateurs puissants du choc social vécu par ces commerçants, révélateurs de la profondeur des atteintes portées à leur existence. Les réactions de colère, de tristesse, et autres réactions observées chez les commerçants de Lobia à la suite du déguerpissement traduisent une détresse sociale profonde. Ces émotions ne relèvent pas uniquement de la sphère individuelle, mais expriment une

expérience collective d'exclusion, d'injustice et de perte, dans un contexte où les plus vulnérables sont souvent exclus des politiques publiques.

2.3. Perceptions des commerçants et recolonisation des sites déguerpis

2.3.1. Eloignement des zones approuvées

Pendant nos entretiens, il ressort que plusieurs commerçants déguerpis ont des difficultés ou des problèmes à s'installer sur les espaces qui leur sont dédié par les autorités municipales. Cet argument est avancé dans les dires d'une commerçante :

« Ce n'est pas parce qu'on ne veut pas partir mais il faut dire que les places qui sont au centre artisanal sont éloignés, content chers, et comme c'est éloigné personnes ne va là-bas pour acheter quelque chose au moins ici ça rentre un peu, un peu. Un est mieux que zéro »

C'est dans cette même vague d'idée qu'un agent de la mairie affirme ceci : *« Quand on les a déguerpis, on leur a demandé de partir au centre artisanal ou place Pétanque, il y a des magasins construits là-bas, mais ils disent que là-bas ça ne marche pas donc ils veulent forcément rester au centre-ville. »*

Ces deux verbatims révèlent un petit décalage entre les sites approuvés et les réalités socio-économiques des commerçants déguerpis. En effet, bien que les autorités aient proposés des sites, ceux-ci sont mal situés, peu accessibles ou peu fréquentés par la clientèle. Cela entraîne une baisse de revenus poussant donc plusieurs commerçants à revenir sur les anciens emplacements.

2.3.2. L'influence des paires comme facteur de retour sur les sites déguerpis

Les résultats de notre collecte montrent que le choix de revenir sur les anciens sites n'est pas uniquement lié à des raisons économiques. Il est influencé par le comportement des pairs c'est-à-dire, les collègues commerçants, les voisins ou les amis. Lorsqu'un commerçant observe qu'un proche revient sur l'ancien site et parvient à s'en sortir, cela lui donne l'idée de faire la même chose. Cette situation est soutenue par les propos d'un commerçant de « Garba » :

« Tu vois mon voisin qui vend poulets là-bas non, c'est lui qui a commencé et puis moi je l'ai suivi. C'est la nuit il vient vendre ses poulets et puis ça marche. Moi aussi j'ai décidé de venir placer mes deux tables et mon petit parasol pour vendre mon Garba et je m'en sors un peu »

Ce verbatim montre que la décision de revenir vendre sur les anciens emplacements n'a pas été prise seul mais en observant un voisin dont l'expérience a été positive. L'expression « je l'ai suivi » indique clairement une dynamique d'imitation.

2.3.3. Le retard des travaux publics sur les sites déguerpis

Selon les données recueillies auprès des commerçants, le retard des travaux publics sur les sites déguerpis a été mentionné aussi comme élément déclencheur de leur retour sur les anciens sites. Plusieurs d'entre eux estiment que l'abandon ou la lenteur des chantiers donne l'impression que les autorités ne vont plus rien faire, ce qui les pousse à recoloniser les lieux. Ceux-ci étant, donc confrontés à des difficultés préconisent qu'il faut mieux occuper un espace vide que de rester sans revenus. Un commerçant affirme à ce sujet :

« Ils ont cassé nos magasins pour faire route ou élargir la route je ne sais plus ; mais depuis des mois ou je dirais années c'est resté vide sans aucuns travaux or, nous ont était habitué à vendre ici donc on est revenu on a besoin d'argent ; le jour ils vont commencer les travaux là on va plus venir. »

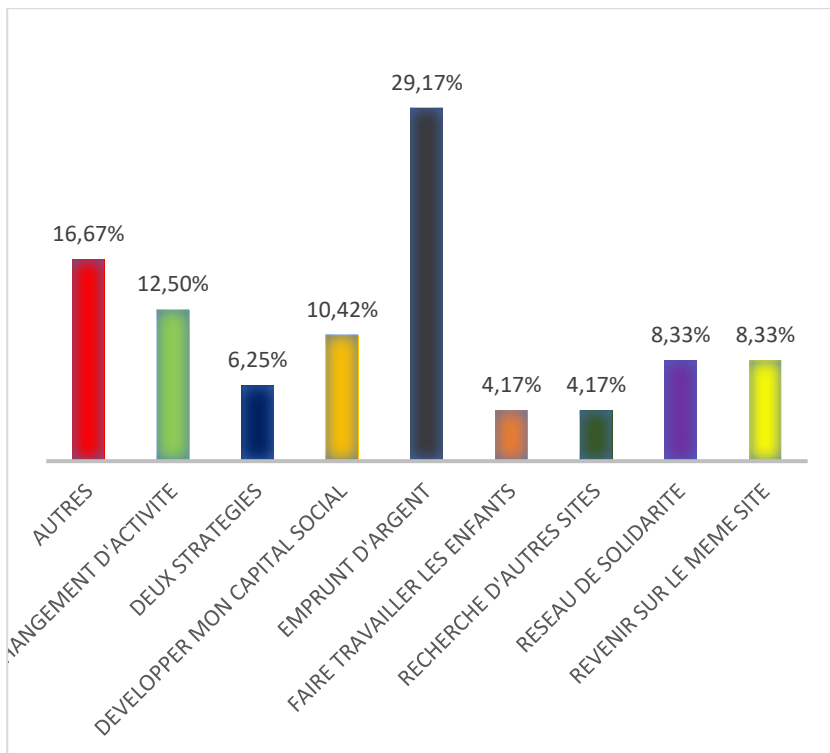
C'est dans cette même veine qu'un agent de la police municipale dit ceci :
« Les personnes qui reviennent font preuve d'incivisme, mais bon il faut dire aussi que plus le site déguerpi reste vide, plus ils ont le courage de revenir, le conseil municipal nous a donné des ordres de casser les magasins des abords des voies pour le projet d'aménagement. Le projet est dans la main des ingénieurs c'est eux qui tardent, depuis pas de travaux, le site est vide. »

Les verbatims recueillis montrent que le retard, voire l'abandon des projets d'aménagement sur les sites déguerpis est perçu par les commerçants comme un signe d'indifférence ou d'inefficacité des autorités locales. L'absence prolongée de travaux physiques sur les espaces dégagés crée un vide urbain, qui ouvre un espace d'interprétation : les commerçants en viennent à croire que « rien ne va se passer », ce qui les autorise symboliquement à recoloniser les lieux.

2.4. Les mécanismes d'adaptations mobilisés par les commerçants pour faire face à leur déguerpissement

Le graphique ci-dessous présente une diversité de mécanismes d'adaptations mobilisés par les commerçants après leur déguerpissement. Ces mécanismes traduisent leur volonté de résilience face à la précarité accrue engendrée par la perte de leur lieu d'activité.

Graphique 3 : Mécanismes d'adaptations



Source : notre étude, 2025

Parmi ces mécanismes, on observe que le mécanisme d'adaptation le plus fréquemment mobilisé est l'emprunt d'argent représentant 29,17%. Elle est suivie par les mécanismes d'adaptations placés dans autres avec 16,67% qui regroupent notamment (la vente en ligne, l'aide religieuse et Les petits travaux journaliers, etc.). Le changement d'activité avec (12,5 %) occupe la troisième place. Le développement du capital social, c'est-à-dire l'appui sur les relations personnelles et professionnelles, est mentionné par 10,42 % des enquêtés. La recolonisation sur les anciens sites ainsi que le recours à un réseau de solidarité représentent chacun 8,33 % des réponses. Une faible proportion des commerçants a indiqué

avoir eu recours à deux stratégies simultanément (6,25 %), tandis que 4,17 % ont choisi de faire travailler les enfants ou de rechercher d'autres lieux pour poursuivre leur commerce. La mobilisation de ces mécanismes d'adaptations est une réponse nécessaire à une situation de rupture brutale. Ils permettent de maintenir des formes de subsistance, de réaffirmer leur dignité sociale et de construire, malgré les contraintes, de nouvelles perspectives d'avenir. L'emprunt d'argent constituant donc le mécanisme d'adaptation le plus mobilisé par les commerçants déguerpis de Lobia, s'explique par l'urgence dans laquelle se trouvent ces commerçants au lendemain du déguerpissement. Ces derniers doivent reconstituer un minimum de capital pour relancer leur activité économique. Dans un tel contexte, l'accès à une source rapide de liquidités devient une nécessité vitale. Toutefois, faute d'accès aux circuits financiers formels tels que les banques, plusieurs commerçants se tournent vers leurs réseaux sociaux immédiats, notamment la famille, les amis, les collègues ou encore les tontines informelles. Cette dynamique met en évidence le rôle déterminant que jouent les relations sociales dans les stratégies de reconstruction économique après le déguerpissement.

Discussion

3.1. Types de vulnérabilités rencontrées par les commerçants

L'étude réalisée dans la commune de Daloa, précisément dans le quartier Lobia, a permis d'identifier trois principaux types de vulnérabilités auxquelles les commerçants déguerpis sont confrontés : les vulnérabilités économique, sociale et psychologique.

Sur le plan économique, les données recueillies révèlent que la majorité des enquêtés 58.3% disposent de revenus mensuels inférieurs au SMIG et rencontrent d'importantes difficultés liées à l'accès au logement, à l'alimentation, à l'éducation des enfants ainsi qu'aux soins de santé. Cette situation traduit une forte précarité économique dans un contexte marqué par l'instabilité des activités génératrices de revenus. Ces résultats rejoignent ceux de Kouassi (2017 : 45), qui montre qu'après les opérations de déguerpissement à Adjamé, les revenus journaliers des commerçants ont considérablement diminué, les empêchant d'assurer leurs charges familiales et leurs engagements financiers quotidiens.

Dans le même sens, Mensah (2015 : 63), dans une étude menée à Accra au Ghana, souligne que les commerçants déplacés sans compensation financière tombent progressivement dans une spirale de pauvreté liée à la perte du capital commercial, de la clientèle et des espaces stratégiques de vente. Ces observations mettent en évidence le rôle central de l'espace marchand dans la survie économique des commerçants informels. Ainsi, le déguerpissement apparaît comme un facteur aggravant de la vulnérabilité économique des populations déjà précaires.

Du point de vue social, deux principaux éléments expliquent la vulnérabilité observée chez les commerçants déguerpis : la faible appartenance à des groupes sociaux organisés et la dépendance au statut de locataire. En effet, l'absence d'intégration dans des réseaux associatifs ou communautaires prive plusieurs commerçants de formes importantes de soutien matériel, financier et moral. Cette situation rejoint les analyses de Granovetter (1985 : 490), pour qui les relations sociales constituent des ressources essentielles permettant aux individus de faire face aux périodes de crise. Les réseaux sociaux jouent ainsi un rôle déterminant dans l'accès aux opportunités économiques, aux aides financières et aux mécanismes de solidarité.

Cette réalité peut être interprétée à la lumière de la théorie du don et du contre-don développée par M. Mauss (1925 : 161). Selon cette approche sociologique, les relations sociales reposent sur trois obligations fondamentales : donner, recevoir et rendre. Ainsi, l'aide financière accordée aux commerçants déguerpis ne se limite pas à une simple transaction économique, mais s'inscrit dans un système de relations sociales fondé sur la réciprocité, la solidarité et l'interdépendance sociale. Celui qui bénéficie d'un soutien financier se sent moralement tenu de restituer l'aide reçue ou de rendre ultérieurement un service équivalent, ce qui contribue au renforcement des liens sociaux et à la cohésion du groupe. Dans cette perspective, l'emprunt d'argent apparaît non seulement comme une stratégie économique de relance des activités commerciales, mais également comme un mécanisme social de mobilisation et de consolidation des réseaux de solidarité au sein du milieu commercial.

De même, Diabaté (2020 : 74), dans une étude réalisée sur les marchés informels d'Abidjan, montre que les commerçants affiliés à des associations professionnelles ou communautaires développent une

meilleure capacité de résistance face aux déguerpissements, grâce à l'existence de caisses de solidarité et de mécanismes de négociation collective avec les autorités publiques. À l'inverse, les commerçants isolés apparaissent plus vulnérables face aux conséquences économiques et sociales des opérations de déguerpissement.

Au niveau psychologique, les réactions exprimées par les commerçants au moment des déguerpissements notamment la colère, la tristesse, le choc et le sentiment d'injustice traduisent un profond mal-être psychologique. Les effets persistants observés, tels que les troubles du sommeil, la perte d'appétit, l'anxiété ou la fatigue générale, montrent que le déguerpissement constitue une expérience traumatisante qui affecte durablement l'équilibre émotionnel des individus concernés. Ces résultats corroborent plusieurs travaux ayant montré que les opérations de déguerpissement entraînent des conséquences psychologiques importantes sur les populations affectées.

À ce propos, Piron (2002 : 58), dans une étude réalisée auprès des populations déguerpies à Abidjan, souligne que les commerçants développent fréquemment des formes de stress chronique accompagnées de troubles psychosomatiques tels que les insomnies, les pertes d'appétit et les états de fatigue permanente. Dans la même perspective, Manciaux (2001 : 37) estime que les situations de rupture brutale des conditions de vie peuvent fragiliser les capacités psychologiques des individus et compromettre leurs possibilités de reconstruction sociale.

Ces réactions émotionnelles peuvent être interprétées sociologiquement comme une manifestation de la violence symbolique telle que développée par P. Bourdieu (1990 : 7). En effet, les décisions institutionnelles imposées par les autorités publiques viennent bouleverser des trajectoires économiques et sociales construites progressivement dans l'informalité. Dans cette perspective, les émotions exprimées par les commerçants ne relèvent pas uniquement de réactions individuelles passagères ; elles constituent également des indicateurs du choc social vécu par ces acteurs, révélateurs de la profondeur des atteintes portées à leurs conditions d'existence.

Par ailleurs, les réactions de colère, de tristesse, d'anxiété et de stress observées chez les commerçants déguerpis traduisent une situation de détresse sociale profonde. Ces émotions reflètent une expérience collective marquée par l'exclusion, le sentiment d'injustice et la perte des repères socio-économiques. Comme le souligne M. Manciaux (2001 : 41), les situations de rupture brutale des conditions de vie fragilisent durablement les capacités psychologiques et sociales des individus confrontés à des contextes de précarité. Ainsi, le déguerpissement apparaît non seulement comme une opération d'aménagement urbain, mais également comme une épreuve sociale et psychologique affectant profondément les commerçants du quartier Lobia.

Toutefois, les résultats de cette étude diffèrent de certaines recherches ayant mis en évidence d'autres formes de vulnérabilités. Ainsi, Traoré (2018 : 91), dans une étude menée à Bouaké, identifie principalement une vulnérabilité juridique liée à l'absence de documents administratifs tels que les permis d'occupation ou les autorisations d'exploitation commerciale. Cette absence de reconnaissance légale expose davantage les commerçants aux déguerpissements arbitraires. Quant à Ouattara (2020 : 66), son étude réalisée à Abidjan met davantage l'accent sur la vulnérabilité environnementale des commerçants relocalisés dans des zones inondables, enclavées ou peu accessibles, ce qui affecte négativement leurs activités économiques.

Ainsi, l'analyse des données montre que les commerçants déguerpis du quartier Lobia vivent une situation de vulnérabilité multidimensionnelle où les difficultés économiques, sociales et psychologiques s'entrecroisent et renforcent leur précarité.

3.2. Perceptions des commerçants revenus sur les sites déguerpis

L'analyse des données recueillies sur le terrain révèle que les commerçants reviennent occuper les sites déguerpis principalement en raison des difficultés de recasement sur les sites approuvés et du retard observé dans la réalisation des travaux d'aménagement annoncés par les autorités publiques.

Concernant les difficultés de recasement, les commerçants évoquent principalement l'éloignement des nouveaux sites, la faible fréquentation de la clientèle ainsi que les coûts élevés liés à l'occupation des places attribuées. Ces contraintes limitent fortement leurs capacités à relancer leurs activités économiques dans les espaces proposés par les autorités municipales. Ces résultats rejoignent les analyses de Yapi-Diahou (2001 : 112), selon lesquelles les politiques de réinstallation des commerçants informels en Afrique de l'Ouest sont souvent mises en œuvre sans réelle concertation avec les populations concernées. Cette absence de participation entraîne fréquemment l'aménagement de sites inadaptés aux réalités économiques des commerçants.

Dans la même perspective, Kouadio Kouamé (2018 : 53), dans une étude menée sur les commerçants déguerpis d'Adjamé à Abidjan, montre que plusieurs commerçants ont refusé les nouveaux espaces proposés parce qu'ils étaient situés dans des zones peu accessibles et éloignées des principaux circuits commerciaux. Les coûts d'installation élevés et la faible fréquentation des lieux ont poussé de nombreux commerçants à réoccuper illégalement les anciens espaces de vente situés le long des grands axes routiers.

Par ailleurs, le retard observé dans la réalisation des travaux d'aménagement sur les sites déguerpis apparaît également comme un facteur majeur de retour des commerçants. Les verbatims recueillis montrent que l'absence prolongée de travaux visibles est interprétée par les commerçants comme un signe d'inefficacité ou d'abandon des projets urbains par les autorités publiques. Cette situation crée un sentiment de légitimité favorisant la réoccupation des espaces évacués.

Cette dynamique peut être analysée à travers la notion de « vacance institutionnelle » développée par Agier (2013 : 141). Selon cet auteur, lorsqu'un espace urbain dégagé demeure inoccupé pendant une longue période sans intervention concrète des pouvoirs publics, il devient un espace d'incertitude sociale où les anciens occupants reconstruisent progressivement des formes de légitimité d'usage. L'absence d'action publique visible est alors interprétée comme une autorisation implicite de réinvestissement de l'espace.

Ainsi, le retour des commerçants sur les sites déguerpis ne traduit pas uniquement une volonté de désobéissance aux décisions administratives, mais révèle surtout les limites des politiques de recasement et les difficultés économiques auxquelles les populations concernées demeurent confrontées.

3.3. Mécanismes d'adaptation mobilisés par les commerçants

L'analyse des données recueillies sur le terrain met en évidence plusieurs mécanismes d'adaptation développés par les commerçants déguerpis afin de faire face aux conséquences économiques et sociales du déguerpissement.

L'emprunt d'argent apparaît comme le principal mécanisme mobilisé par les commerçants du quartier Lobia, avec une proportion de 29,17 % des enquêtés. Cette stratégie s'explique principalement par le besoin urgent de liquidités pour reconstituer le capital commercial et relancer les activités économiques après les pertes subies. Toutefois, ces emprunts ne relèvent pas nécessairement des circuits bancaires formels. Ils reposent généralement sur des réseaux de solidarité familiale, amicale ou communautaire fondés sur des relations de confiance.

Ces résultats diffèrent des observations de Kouadio (2019 : 84), qui, dans une étude réalisée à Bouaké, montre que les commerçants déguerpis privilégient davantage la diversification des activités économiques comme principal mécanisme d'adaptation. Selon cet auteur, plusieurs commerçants associent différentes petites activités génératrices de revenus : vente de vivriers, restauration rapide ou commerce ambulante afin de limiter les risques liés à l'instabilité économique.

Dans le même ordre d'idées, Gueye et Diop (2015 : 96), dans une étude sur les commerçants déguerpis à Dakar, soulignent que la diversification des activités constitue une stratégie essentielle de survie économique. Face à la perte de leurs espaces commerciaux, plusieurs commerçants se tournent vers des activités secondaires, leur permettant de maintenir un revenu minimal.

Par ailleurs, Traoré (2018 : 103) montre que le changement d'activité représente la stratégie d'adaptation la plus fréquente chez les commerçants déguerpis, notamment lorsque les possibilités de recasement sont limitées ou que les nouveaux sites ne permettent plus

l'exercice de l'activité initiale. Certains commerçants abandonnent alors le commerce de vêtements pour se reconvertir dans la vente de produits vivriers ou d'autres activités informelles.

Contrairement à ces analyses, Kouassi (2020 : 72) insiste davantage sur la diversification des sources de revenus comme principale stratégie de résilience économique. Selon lui, plusieurs commerçants combinent simultanément plusieurs métiers ou activités afin de réduire leur dépendance à une seule source de revenus après un déguerpissement.

Enfin, Bamba (2018 : 61) met particulièrement l'accent sur l'importance des réseaux sociaux et familiaux dans les mécanismes d'adaptation des commerçants déguerpis. Selon cet auteur, les formes de solidarité communautaire, les échanges de services, l'hébergement temporaire ou le soutien moral jouent un rôle essentiel dans les processus de reconstruction économique et sociale des populations affectées.

Dans l'ensemble, les résultats de cette étude montrent que les commerçants déguerpis du quartier Lobia développent des stratégies de résilience diversifiées afin de faire face aux effets du déguerpissement. Ces mécanismes traduisent leur capacité de résilience dans un contexte marqué par la précarité économique et l'incertitude sociale.

Conclusion

Cette étude met en évidence plusieurs résultats majeurs relatifs aux stratégies de résilience des commerçants déguerpis du quartier Lobia à Daloa. Elle montre que les opérations de déguerpissement exposent les commerçants à des vulnérabilités multidimensionnelles, notamment économiques, sociales et psychologiques. Sur le plan économique, la majorité des commerçants connaissent une baisse importante de leurs revenus, souvent inférieurs au SMIG, ce qui affecte leur capacité à satisfaire les besoins essentiels tels que le paiement du loyer, la scolarisation des enfants, l'alimentation et les soins de santé. Sur le plan social, l'étude révèle que la faible appartenance à des réseaux de solidarité ou à des associations communautaires accentue leur précarité et limite leurs possibilités d'assistance en période de crise. À cela s'ajoutent des effets psychologiques importants, marqués par la colère, l'anxiété, les

troubles du sommeil et un sentiment durable d'insécurité sociale après les opérations de déguerpissement.

Par ailleurs, cette recherche montre que les difficultés de recasement, l'éloignement des sites officiels, la faible fréquentation des nouveaux espaces marchands ainsi que le retard des travaux d'aménagement constituent les principaux facteurs favorisant la recolonisation des anciens sites par les commerçants. Ces difficultés sont renforcées par l'insuffisance des mesures d'accompagnement économique et social mises en place après les opérations de déguerpissement. Ainsi, le retour des commerçants sur les espaces déguerpis ne traduit pas uniquement une logique d'incivisme, mais surtout une stratégie de survie face à l'absence d'alternatives économiques viables.

Cette étude se distingue également par une approche pluridimensionnelle qui articule les dimensions économiques, sociales, psychologiques et institutionnelles dans l'analyse des mécanismes de résilience des commerçants déguerpis. Elle contribue ainsi à enrichir les réflexions sur les effets sociaux des politiques de réaménagement urbain en Afrique subsaharienne, en mettant en évidence les capacités d'adaptation développées par les acteurs du secteur informel face aux situations de précarité et d'exclusion urbaine.

L'étude s'appuie principalement sur l'approche théorique de la résilience développée par B. Cyrulnik (2001 : 23), M. Rutter (1987 : 318) ainsi que E. Werner et R. Smith (1992 : 15). Cette approche permet d'analyser les capacités des individus et des groupes sociaux à mobiliser des ressources matérielles, sociales et symboliques afin de faire face à des situations de crise ou de rupture. Dans le contexte de cette étude, la résilience des commerçants ne se limite pas à une simple capacité individuelle de résistance ; elle repose également sur les solidarités sociales, les réseaux relationnels et les stratégies économiques développées pour reconstruire leurs activités après le déguerpissement.

L'application de cette approche théorique invite ainsi à dépasser une vision strictement administrative des opérations de déguerpissement pour prendre davantage en compte les réalités sociales et économiques des populations concernées. Elle souligne la nécessité de renforcer les

dispositifs d'accompagnement social, de faciliter l'accès à des espaces commerciaux adaptés et accessibles, ainsi que de promouvoir des mécanismes de soutien économique en faveur des commerçants affectés. Une meilleure concertation entre les autorités locales, les acteurs communautaires et les organisations de la société civile apparaît indispensable afin de construire des politiques urbaines plus inclusives et socialement durables.

Enfin, cette étude montre que les commerçants déguerpis disposent d'importantes capacités d'adaptation, mais que celles-ci demeurent limitées lorsqu'ils ne bénéficient pas d'un environnement institutionnel favorable. Les commerçants peuvent développer des stratégies de survie et manifester une volonté de reconstruction économique ; toutefois, sans accès à des infrastructures adéquates, à des mécanismes de financement accessibles et à des politiques publiques inclusives, leurs capacités de résilience restent fragiles. Cette réflexion invite donc à repenser les politiques de déguerpissement en intégrant davantage les besoins réels des acteurs du secteur informel afin de favoriser une gouvernance urbaine plus équitable et plus humaine.

Références bibliographiques

AGIER Michel, 2013. *La condition cosmopolite : l'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, La Découverte, Paris.

AGOSSOU Célestin, 2017. *Déguerpissements urbains et vulnérabilités sociales en Afrique de l'Ouest*, Le Harmattan, Paris.

BAKO-ARIFARI Nassirou et OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2018. *Pouvoirs locaux et gestion des espaces urbains en Afrique*, Karthala, Paris.

BAMBA Koffi, 2018, « Solidarités familiales et stratégies d'adaptation des commerçants déguerpis à Abidjan », *Revue Ivoirienne des Sciences Sociales*, vol. 14, n°2, pp. 55-68.

BANQUE MONDIALE, 2019. *Perspectives économiques en Côte d'Ivoire : emploi informel et pauvreté urbaine*, Banque mondiale, Washington DC.

BOURDIEU Pierre, 1980, « Le capital social : notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, pp. 2-3.

BOURDIEU Pierre, 1990. « La domination masculine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°84, pp. 2-31.

- CALLON Michel**, 1986, « Éléments pour une sociologie de la traduction », in *L'Année sociologique*, vol. 36, pp. 169-208.
- CHEN Martha**, 2012. *The Informal Economy: Definitions, Theories and Policies*, WIEGO Working Paper, Cambridge.
- CROSSA Veronica**, 2009, « Resisting the Entrepreneurial City: Street Vendors' Struggle in Mexico City's Historic Center », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n°1, pp. 43-63.
- CYRULNIK Boris**, 2001. *Les vilains petits canards : Résilience et enfance malheureuse*, Odile Jacob, Paris.
- DIABATÉ Moussa**, 2020, « Associations de commerçants et stratégies de résistance face aux déguerpissements à Abidjan », *Cahiers Africains de Sociologie*, vol. 8, n°1, pp. 69-82.
- DIOUF Mamadou**, 2016, « Urbanisation et exclusion sociale dans les villes africaines », *Afrique Contemporaine*, vol. 258, n°2, pp. 67-82.
- DOUMBIA Yaya Adama**, 2023. *Rapport sur les opérations de déguerpissement dans la ville de Daloa*, Direction régionale de l'Urbanisme, Daloa.
- FOLKE Carl**, 2006, « Resilience: The Emergence of a Perspective for Social-Ecological Systems Analyses », *Global Environmental Change*, vol. 16, n°3, pp. 253-267.
- GRANOVETTER Mark**, 1985, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, vol. 91, n°3, pp. 481-510.
- GUEYE Abdou et DIOP Mamadou**, 2015, « Stratégies de survie des commerçants déguerpis à Dakar », *Revue Sénégalaise de Sociologie*, vol. 7, n°1, pp. 88-101.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE**, 2022. *Annuaire statistique de la Côte d'Ivoire*, INS, Abidjan.
- KOUADIO Koffi**, 2019, « Diversification des activités économiques des commerçants déguerpis à Bouaké », *Revue Africaine d'Économie Informelle*, vol. 6, n°2, pp. 79-91.
- KOUADIO KOUAMÉ Jean**, 2018, « Recasement et réoccupation des espaces publics par les commerçants déguerpis à Adjamé », *Revue Ivoirienne d'Aménagement Urbain*, vol. 10, n°1, pp. 47-59.
- KOUAMÉ Aka**, 2021, « Occupation anarchique des espaces publics et risques urbains en Côte d'Ivoire », *Cahiers Africains d'Aménagement Urbain*, vol. 9, n°3, pp. 55-71.

- KOUASSI André**, 2017, « Impact socioéconomique des opérations de déguerpissement à Adjamé », *Revue Africaine de Développement Social*, vol. 5, n°2, pp. 40-52.
- KOUASSI David**, 2020, « Diversification des sources de revenus et résilience des commerçants déguerpis à Abidjan », *Revue Ivoirienne de Sociologie Économique*, vol. 11, n°2, pp. 66-78.
- LATOUR Bruno**, 2005. *Reassembling the Social: An Introduction to Actor-Network-Theory*, Oxford University Press, Oxford.
- LINDELL Ilda**, 2010. *Africa's Informal Workers: Collective Agency, Alliances and Transnational Organizing in Urban Africa*, Zed Books, Londres.
- MANCIAUX Michel**, 2001. *La résilience : Résister et se construire*, Médecine et Hygiène, Genève.
- MAUSS Marcel**, 1925. *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Presses Universitaires de France (PUF), Paris.
- MEAGHER Kate**, 2013, « Unlocking the Informal Economy: A Literature Review on Linkages between Formal and Informal Economies in Developing Countries », *WIEGO Working Paper*, n°27, pp. 1-38.
- MENSAH Peter**, 2015, « Street Traders and Urban Displacement in Accra », *Ghana Journal of Urban Studies*, vol. 4, n°1, pp. 57-70.
- NASSA Dramane**, 2009, « Commerce de rue et appropriation de l'espace public à Abidjan », *Les Annales de l'Université de Cocody*, n°15, pp. 125-142.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, 2018. *Femmes et hommes dans l'économie informelle : un panorama statistique*, 3e édition, OIT, Genève.
- ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL, 2023. *Perspectives de l'emploi et de l'économie informelle en Afrique*, OIT, Genève.
- OUATTARA Souleymane**, 2020, « Vulnérabilités environnementales des commerçants relocalisés à Abidjan », *Revue de Géographie Tropicale*, vol. 12, n°1, pp. 60-73.
- PIRON Florence**, 2002, « Déguerpissements urbains et souffrances sociales à Abidjan », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 42, n°167, pp. 49-63.
- PNUD, 2021. *Rapport sur le développement humain en Côte d'Ivoire*, PNUD, Abidjan.
- RAKOTOMALALA Hery**, 2019, « Déguerpissement et marginalisation des acteurs informels dans les villes africaines », *Revue Internationale des Études du Développement*, vol. 239, n°3, pp. 95-112.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT, 2021. *Recensement général de la population et de l'habitat de la Côte d'Ivoire*, INS, Abidjan.

ROEVER Sally et SKINNER Caroline, 2016, « Street Vendors and Cities », *Environment and Urbanization*, vol. 28, n°2, pp. 359-374.

RUTTER Michael, 1987, « Psychosocial Resilience and Protective Mechanisms », *American Journal of Orthopsychiatry*, vol. 57, n°3, pp. 316-331.

SEN Amartya, 1999. *Development as Freedom*, Oxford University Press, New York/Oxford, 366 p.

SKINNER Caroline, 2008, « Street Trade in Africa: A Review », *WIEGO Working Paper*, n°5, pp. 1-30.

STECK Jean-François, 2008, « L'économie informelle en Afrique de l'Ouest : logiques spatiales et dynamiques urbaines », *Autrepart*, vol. 45, n°1, pp. 17-32.

TRAORÉ Mamadou, 2018, « Vulnérabilités et stratégies de résilience des commerçants déguerpis à Bouaké », *Revue Africaine des Dynamiques Urbaines*, vol. 9, n°2, pp. 89-105.

UN-HABITAT, 2020. *World Cities Report 2020: The Value of Sustainable Urbanization*, United Nations Human Settlements Programme, Nairobi.

UN-HABITAT, 2022. *World Cities Report 2022: Envisaging the Future of Cities*, United Nations Human Settlements Programme, Nairobi.

VANISTENDAEL Stefan et LECOURTE Jacques, 2000. *Le bonheur est toujours possible : construire la résilience*, Bayard, Paris.

WERNER Emmy et SMITH Ruth, 1992. *Overcoming the Odds: High Risk Children from Birth to Adulthood*, Cornell University Press, Ithaca.

YAPI-DIAHOU Alphonse, 2001, « Commerce informel et réorganisation urbaine en Afrique de l'Ouest », *Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 54, n°214, pp. 101-118.